ATELIER 30

LES MÉTHODES DE LA COMPARAISON INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES ET D'ACTION PUBLIQUE

Olivier Giraud, CNRS, Centre d'études de l'emploi, CURAPP,
Université de Picardie Jules Verne
Monika Steffen, CNRS, Pacte-Cerat/IEP de Grenoble

Les transformations fondamentales du politique dans les contextes nationaux et transnationaux posent de nouveaux défis à la comparaison. Jusqu'à présent, trois caractéristiques marquent les comparaisons internationales. Elles portent le plus souvent sur l'élaboration et l'adoption des politiques, mais s'étendent rarement à leur mise en œuvre. Elles privilégient l'échelon national, alors que l'intégration européenne, les dynamiques régionales et les régulations globales ouvrent des processus de construction et de résolution de problèmes publics dont l'espace n'est pas national. Enfin, l'interprétation des résultats s'arrête généralement à la confrontation des objets comparés, alors que l'explication devrait contribuer à construire une connaissance générale, valable au-delà et en dehors des cas comparés. Pour la méthodologie et l'interprétation, le problème central est de sélectionner les facteurs discriminants et d'articuler les facteurs d'ordre politique, culturel, institutionnel et financier en systèmes explicatifs, suffisamment fins pour rendre compte de chaque cas de la comparaison et suffisamment abstraits pour transcender l'ensemble des cas. L'atelier interrogera les travaux présentés en fonction d'une série de questions :

- quelle est la pertinence du cadre national dans le contexte de l'internationalisation ?
- comment comparer la mise en œuvre des politiques ?
- comment intégrer les bénéficiaires (policy takers) dans l'analyse comparative ?
- comment traiter le facteur " temps " et les historicités variables ?
- quelles hypothèses tirées des comparaisons quant aux conditions de réussite ou d'échec des politiques ?

PROGRAMME

■ Christian AZAIS, enseignant-chercheur au CRIISEA -Centre de Recherches sur l'Industrie les Institutions et les Systèmes Economiques, d'Amiens, Université de Picardie Jules Verne, « La démocratie à l'épreuve de la comparaison. Réflexion à partir de cas contrastés: Santo André (Brésil) et Saint-Denis (France) »

■ Fred EBOKO, chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, Bondy), « La comparaison internationale/nationale en Afrique. Le cas des politiques publiques de lutte contre le Sida »

■ Geneviève GENICOT, doctorante de l'IEP de Grenoble,
« Les défis d'une comparaison européenne multi-scalaire. Leçons d'une enquête sur les étudiants européens »

■ Léa LIMA, post-doctorante et ATER au Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris,

« Comparer l'institutionnalisation de l'âge d'insertion. L'intérêt d'une approche multidimensionnelle »

RÉSUMÉS

■ Christian AZAIS, enseignant-chercheur au CRIISEA -Centre de Recherches sur l'Industrie les Institutions et les Systèmes Economiques, d'Amiens, Université de Picardie Jules Verne, « La démocratie à l'épreuve de la comparaison. Réflexion à partir de cas contrastés: Santo André (Brésil) et Saint-Denis (France) »

Le texte fait référence à la dynamique du capitalisme dans un contexte où les villes et les régions cherchent des voies de développement sui generis. L'idée communément répandue, après l'adoption de programmes de réajustement structurel dans les années 80 et l'ouverture commerciale des années 90, qui en a découlé dans la plupart des pays latino-américains, est que l'on ne peut trop attendre de l'Etat central et que chacun, collectivement ou individuellement doit trouver sa propre voie de développement.

Dans un tel contexte, les villes et les régions doivent être créatrices : guerre fiscale, attraction des investissements, partenariat public privé, entre autres, sont les moyens dont elles se prévalent. Dans cette bataille, la place des villes moyennes face aux grandes métropoles n'est pas aisée. Il est courant que s'instaure entre les grandes métropoles et leur « hinterland » proche une division spatiale du travail et que les fonctions du tertiaire supérieur reviennent aux premières. Pour contrer ces difficultés, les villes moyennes ont tendance à se doter d'institutions chargées de promouvoir un développement local « durable ». Les villes retenues pour la comparaison sont Santo André, dans la région métropolitaine de São Paulo, et Saint-Denis, à la périphérie de Paris. La discussion sera d'ordre méthodologique aussi. Comment comparer deux villes appartenant à des univers aussi différents que le Brésil et la France, avec des histoires aussi dissemblables, même si toutes deux ont eu un passé industriel florissant ? C'est à ce défi que je souhaite m'atteler. Suivant les préceptes de Landman (Landman, 2000), après une présentation des deux univers choisis, je soulignerai les points de convergence et de divergence, en termes de dynamique territoriale en insistant sur la teneur de l'action publique. Les variables « participation » et « décentralisation de l'appareil d'Etat », qui renvoient toutes deux aux nouvelles configurations de l'Etat occidental, seront les catégories centrales de l'analyse. Elles sont censées éclairer l'évolution de la démocratie dans des univers apparemment aussi contrastés que le Brésil et la France. L'idée étant que malgré les divergences criantes, il est possible de tisser une comparaison entre des expériences profondément contrastées.

■ Fred EBOKO, chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, Bondy), « La comparaison internationale/nationale en Afrique. Le cas des politiques publiques de lutte contre le Sida »

Cette contribution compare les mobilisations politiques qui ont accompagné la mise en œuvre des politiques de lutte contre le sida sur le continent africain. À partir de plusieurs cas nationaux, l'analyse montrera que les politiques publiques imposées par les organisations internationales (l'OMS entre 1986 et 1996, puis l'ONUSIDA qui a pris le relais) aux Etats africains connaissent des appropriations très différenciées selon les pays. Après plus de quinze ans de lutte officielle contre l'épidémie en Afrique, cette période peut être corrélée à la profondeur historique du changement politique que chaque Etat a traversé avant la crise sanitaire. Entre, d'une part, la diversité des chocs épidémiologiques, d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, et d'autre part, la pluralité

des réponses politiques, il s'agit de cerner, dans une perspective de « culture politique », les transformations « nationales/locales » d'un référentiel bâti au niveau international. Des attitudes passives de la majorité des leaders politiques (nationaux et locaux), aux postures volontaristes de quelques-uns, plusieurs conjonctions de facteurs permettent de rendre intelligibles la manière avec laquelle les Etats africains ont répondu aux sollicitations des organisations internationales, et comment ils ont épousé une « cause internationale », érigée de manière souvent ambiguë en « priorité nationale ». Quatre grands modèles sont ainsi mis en lumière : 1°) la « participation active » en Ouganda et au Sénégal ; 2°) « l'adhésion passive », modèle le plus répandu illustré par la Cameroun, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Gabon et d'autres ; 3°) « la dissidence active » qui représente un contre-modèle initié par l'Afrique du Sud ; 4°) « l'implosion » qui rend compte des crises et de l'effondrement de certains Etats africains, lorsque la notion même de « politique publique » se situe entre l'abus et la commodité de langage : la RDC, la Sierra Leone, le Liberia, l'Angola, le Rwanda. La communication pose la question de la spécificité, sur le plan de la méthode et de la théorie, des comparaisons « internationales » entre pays et régions d'un monde non-occidental.

■ Geneviève GENICOT, doctorante de l'IEP de Grenoble,
« Les défis d'une comparaison européenne multi-scalaire. Leçons d'une enquête sur les étudiants européens »

La contribution traite des défis méthodologiques posés par un travail de terrain mené dans 4 pays européens, aux niveaux local, national et européen. L'objet de recherche, en cours, concerne l'europanisation de la représentation étudiante.

Quelle stratégie a été élaborée pour analyser, de façon unie, les réalités de la représentation étudiante à des niveaux géographiques fort différents ? Ces entités sont-elles "comparables" et comment ?

Comment les résultats d'une comparaison multiscalaire, c'est-à-dire « à plusieurs échelles », doivent-ils être interprétés ?

Quels sont les avantages et les défis des traitements, d'une part, horizontaux et, d'autre part, verticaux des données ? c'est-à-dire, d'une part des traitements comparant à chaque fois les niveaux géographiques identiques et, d'autre part, des traitements privilégiant la comparaison entre les pays et les relations entre niveaux ?

C'est par ces questions qu'il faut ouvrir la boîte noire d'une comparaison à la fois ambitieuse et séduisante. Les pays traités sont la Belgique, la France, l'Italie et le Portugal.

■ Léa LIMA, post-doctorante et ATER au Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris,
« Comparer l'institutionnalisation de l'âge d'insertion. L'intérêt d'une approche multidimensionnelle »

Les travaux comparatifs sur la protection sociale présentent souvent un caractère univoque, dans la mesure où ils cherchent à mesurer la convergence des modèles nationaux. Dans cette optique, une thèse désormais communément admise est celle de la désinstitutionnalisation du cycle de vie dans l'État social marquée par le brouillage et l'arasement des seuils d'âge dans les systèmes de protection sociale. Or, il nous semble qu'un travail théorique de déconstruction du concept d'« institutionnalisation » en plusieurs dimensions, qui sont autant d'échelles de sa mesure, permet de rendre compte de la complexité du phénomène qui ne se réduit ni à la « path dependency » ni à la convergence de « modèles ». Nous appliquerons cette approche, à la fois

multidimensionnelle et historique, à la comparaison de l'institutionnalisation de l'âge d'insertion en France et au Québec.